

## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2011

## Croissance prévue dans l'ensemble des provinces

Le ralentissement qu'a connu l'économie nord-américaine au milieu de l'année dernière est maintenant chose du passé. Les provinces peuvent s'attendre à une période de croissance stable, bien que modeste pour la plupart d'entre elles. Malgré le degré d'incertitude plus élevé qu'à l'accoutumée et les risques grandissants qu'il présente, la conjoncture économique mondiale a fourni des occasions de croissance de plus en plus nombreuses aux entreprises de l'ensemble du Canada au cours des derniers mois. Aux États-Unis, l'économie a récemment repris de la vigueur, ce qui stimule les exportations dans tout le pays, notamment d'énergie, d'avions et de produits alimentaires. La solidité des marchés mondiaux de marchandises aura une incidence particulière sur les provinces productrices de ressources comme la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Celles-ci jouissent d'excellentes perspectives, non seulement en ce qui a trait aux produits issus des ressources naturelles, mais également, ce qui est peut-être plus important, au développement des capacités de production, grâce à une hausse des investissements.

## Des investissements substantiels dans les provinces productrices de ressources

Le plus récent document dont nous nous sommes servis pour affiner nos prévisions concernant la croissance des provinces est le rapport de Statistique Canada publié fin février et intitulé « Investissements privés et publics au Canada : perspectives » (le « rapport IPP »). Il confirme que de fortes augmentations des dépenses en immobilisations sont effectivement prévues cette année dans le secteur des ressources, en particulier dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz naturel, et que les plus grandes provinces productrices, c'est-à-dire Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan et l'Alberta, en seront les principales bénéficiaires. Le rapport conforte notre opinion selon laquelle ces trois provinces sont celles qui afficheront la plus forte croissance cette année. On y trouve un autre fait intéressant : le maintien des dépenses en immobilisations dans le secteur public, malgré l'achèvement prévu d'une multitude de projets d'infrastructures bénéficiant de l'aide prévue par le Plan d'action fédéral. Pour la moitié des provinces (soit la Saskatchewan, le Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, le Manitoba et l'Ontario), les perspectives des dépenses publiques sont encore plus élevées cette année, alors qu'elles ont connu une hausse généralisée de près de 18 % l'an dernier dans l'ensemble des provinces.

## La reprise économique des provinces se maintient et le secteur privé prend le relais

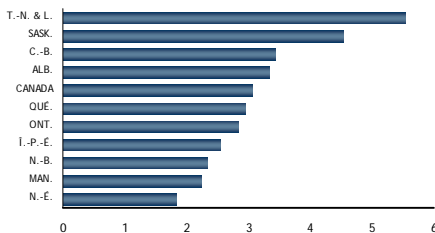
Le rapport IPP donne du poids à deux des thèmes clés que nous avons définis pour 2011 : d'une part, la reprise économique des provinces va se poursuivre, grâce à la hausse continue des dépenses en immobilisations et, d'autre part, le secteur privé va prendre le relais du secteur public comme principale source de capitaux. En effet, les investissements privés devraient augmenter plus rapidement que ceux du secteur public dans toutes les provinces, sauf en Saskatchewan, au Québec, en Ontario et au Manitoba. Cependant, dans quelques provinces parmi ces dernières, l'augmentation des dépenses publiques provient en fait d'un accroissement planifié des investissements de la part d'entreprises de services publics appartenant à l'État.

## Le cap est maintenu dans nos prévisions

Comme les données les plus récentes correspondent plus ou moins à ce que nous attendions, nous avons apporté peu de changements à nos prévisions dans cette édition des *Perspectives provinciales*. Pour ce qui est du PIB réel, la majorité des modifications concernent l'année 2010. Toutefois, nous avons rehaussé de 3,8 % à 4,5 % les prévisions du taux de croissance de Terre-Neuve-et-Labrador pour 2011, car les perspectives des dépenses en immobilisations sont plus importantes que prévu (cette hausse est compensée par un ajustement à la baisse du taux prévu pour 2012). Nous avons aussi légèrement baissé la croissance prévue pour la Saskatchewan de 5,3 % à 4,9 %, un taux qui témoigne quand même d'une grande vigueur, et ce, en raison d'une prudence accrue à l'égard du redressement anticipé de la production agricole.

## Croissance du PIB réel en 2010

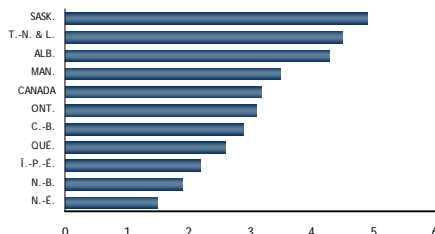
% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Croissance du PIB réel en 2011

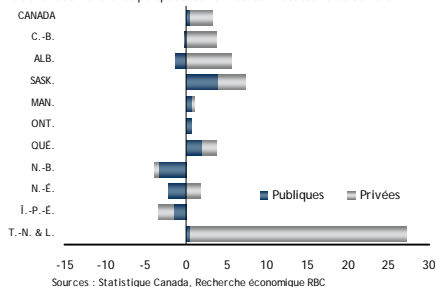
% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Croissance des dépenses en immob. 2011

% de variation entre les perspectives 2011 et les investissements de 2010



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

(416) 974-7231

paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

Économiste principal

(416) 974-6192

robert.hogue@rbc.com

Kirsten Cornelson

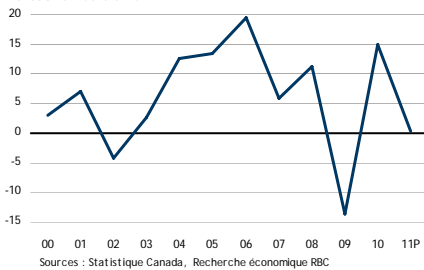
Économiste

416-974-8593

kirsten.cornelson@rbc.com

### Dépenses en immobilisations secteur non résidentiel – Colombie-Britannique

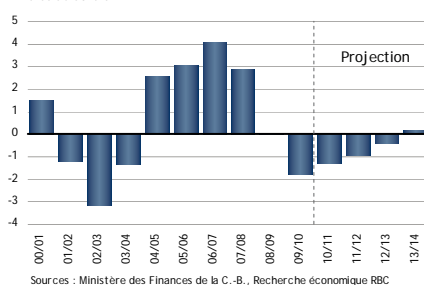
Variation annuelle en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Solde budgétaire de la Colombie-Britannique

Milliards de dollars



Sources : Ministère des Finances de la C.-B., Recherche économique RBC

### Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-1,8	3,4	2,9	3,2
Emploi	-2,1	1,7	1,5	2,4
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,4	6,8
Ventes au détail	-4,4	4,8	4,2	4,9
Mises en chantier (unités)	16 077	26 479	27 900	25 300
Indice des prix à la consommation	0,0	1,4	2,5	2,0

Robert Hogue  
Économiste principal

## Rien de plus qu'une incertitude temporaire

En Colombie-Britannique, le passage à l'année 2011 s'est fait dans un climat d'incertitude, car plusieurs secteurs d'activité ont reculé au cours des derniers mois de 2010 après avoir enregistré des résultats appréciables jusqu'alors. Toutefois, nous pensons que cette instabilité des résultats économiques est temporaire, et que la croissance se poursuivra à un taux de 2,9 % cette année, soit un peu moins que le taux prévu de 3,4 % pour 2010. L'économie de la province va continuer de profiter de l'amélioration de la conjoncture pour la plupart des marchandises qu'elle produit et de la demande accrue de la Chine. La croissance sera cependant freinée par le retrait graduel des mesures de relance et la stagnation des dépenses en immobilisations.

### Le secteur des ressources gagne en dynamisme

La bonne nouvelle de l'an dernier, en plus du succès des Jeux olympiques d'hiver, a été le redressement impressionnant du secteur des ressources de la Colombie-Britannique. Plus précisément, la forte demande en minerais et l'augmentation des prix de ces derniers a entraîné un accroissement substantiel de la production de marchandises comme le charbon. En outre, la mise en valeur des gisements de gaz naturel s'est traduite par une augmentation de la production de cette ressource dans la province, contrairement à d'autres régions où l'on observe un déclin. Mais ce qui est peut-être encore plus encourageant, c'est le regain d'activité dans le secteur des produits forestiers, en dépit de l'apathie persistante du marché de la construction résidentielle aux États-Unis. La reprise de ce secteur est largement attribuable aux nouvelles occasions offertes par la Chine, où la province a plus que doublé ses exportations de bois d'œuvre résineux l'an dernier. Comme la demande mondiale en marchandises devrait demeurer élevée, nous pensons que le secteur des ressources de la Colombie-Britannique fera preuve de dynamisme cette année encore.

### Le marché du travail se remettra de la chute observée pendant le passage à la nouvelle année

Après avoir progressé régulièrement pendant la majeure partie de l'année, le marché du travail de la Colombie-Britannique a connu quelques ratés en décembre 2010 et en janvier 2011. En effet, l'emploi a enregistré des reculs consécutifs et le taux de chômage a grimpé à son plus haut niveau en un an. Toutefois, ce déclin a surtout touché les emplois à temps partiel et, selon nous, il sera de courte durée compte tenu de la croissance économique. Néanmoins, nous prévoyons un ralentissement de la croissance de l'emploi, qui devrait passer de 1,7 % en 2010 à 1,5 % cette année.

### Resserrement de la politique budgétaire

Dans son budget 2011 présenté en février, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé une baisse des déficits pour les années 2010–2011 et 2011–2012, et le retour à un solde légèrement positif pour 2013–2014. En fait, le budget pourrait redevenir équilibré avant cette échéance, car les réserves pour les imprévus sont importantes. Afin d'atteindre ces objectifs budgétaires, le gouvernement provincial va grandement freiner la croissance de ses dépenses. Il va également réduire ses dépenses en immobilisations, ce qui signale un resserrement de la politique budgétaire provinciale. Ce changement de cap et la stagnation des investissements dans les structures non résidentielles de la province (d'après le rapport IPP de Statistique Canada) après le net redressement de l'an dernier expliquent en grande partie la croissance modérée que connaîtra la Colombie-Britannique en 2011.

### Nouvelle accélération en 2012

Selon nous, grâce à une reprise économique plus soutenue aux États-Unis et à l'augmentation des échanges commerciaux avec la Chine, qui est en plein essor, la croissance économique de la Colombie-Britannique va s'accroître un peu pour s'établir à 3,2 % en 2012.

## La province devrait connaître sa meilleure année depuis 2006

En Alberta, la nouvelle année a commencé par une forte progression du marché du travail. En effet, 21 600 emplois nets ont été créés en janvier, soit le gain mensuel le plus important depuis mai 2006. Bien entendu, les résultats d'un seul mois ne peuvent être extrapolés pour l'année entière, mais, d'après nous, ils présagent l'amélioration notable de l'économie provinciale en 2011. L'avancée de l'emploi fait partie des nombreuses retombées du redressement dans le segment des sables bitumineux, où l'augmentation des dépenses en immobilisations entraînera une hausse dans plusieurs secteurs de l'économie albertaine. La croissance du PIB réel pourra ainsi s'accélérer pour passer de 3,3 % en 2010 à 4,3 % en 2011. Il s'agit du meilleur taux depuis 2006, et il place l'Alberta parmi les trois premières provinces.

### La création d'emplois reprend de la vigueur

Même si la vague de création d'emplois à laquelle on a assisté en janvier ne se reproduira probablement pas de sitôt, du moins dans de telles proportions, elle signale, selon nous, que le marché du travail reprend enfin une vigueur respectable dans la province. Divers secteurs de l'économie, comme les dépenses de consommation, la construction résidentielle, les investissements des entreprises, le forage pétrolier et gazier et la production et l'exportation de pétrole brut, ont affiché une hausse l'an dernier. Pourtant, l'emploi n'a pas connu le type de reprise observée ailleurs au pays. En fait, l'Alberta est l'une des deux seules provinces (avec le Nouveau-Brunswick) où, globalement, le marché du travail a reculé en 2010. Par conséquent, la hausse des nouveaux emplois prévue pour cette année – nos estimations s'élèvent à près de 50 000 emplois nets en 2011, soit le meilleur total depuis 2007 — sera un élément déterminant de la croissance de l'Alberta, absent l'an dernier. Grâce à de meilleures perspectives d'emploi, plus de gens viendront s'installer dans la province, les dépenses de consommation vont augmenter et la demande en logements va se raffermir.

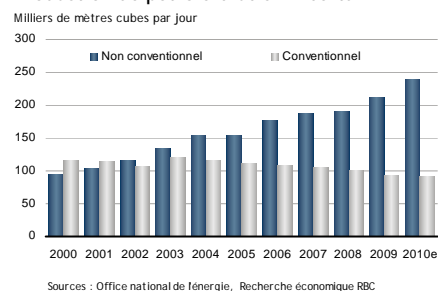
### Accroissement des investissements dans le secteur des sables bitumineux

La reprise de l'économie mondiale fournira des bases solides pour l'accélération de la croissance de l'Alberta en 2011. C'est cependant le regain de dynamisme du secteur de l'énergie qui aura les effets les plus marquants. Étant donné que la croissance rapide de la Chine et d'autres marchés émergents fait augmenter la demande mondiale en énergie et que l'approvisionnement en pétrole brut du Moyen-Orient est susceptible d'être perturbé, le développement des capacités de production des sables bitumineux albertains fera l'objet d'une attention accrue. Grâce à ce développement, la production de pétrole brut non conventionnel va augmenter (et compenser largement le recul de la production de pétrole brut conventionnel) et, plus important encore, de nombreux mégaprojets d'investissements, actuellement en attente, obtiendront le feu vert. En février, le rapport IPP de Statistique Canada a révélé que les producteurs de pétrole et de gaz de l'Alberta prévoient accroître leurs dépenses en immobilisations de près de 18 % cette année. Selon les plus récents calculs de l'unité Recherche sur actions de RBC, le total des budgets d'immobilisations des sociétés qui mettent en œuvre des projets dans les sables bitumineux est de 48 % supérieur aux dépenses de 2010, soit plus que les données de Statistique Canada.

### Maintien de l'élan jusqu'en 2012

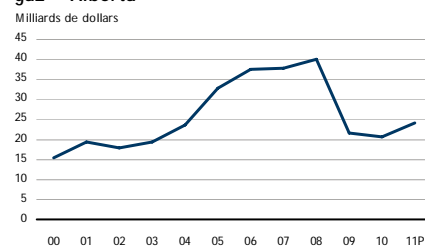
En ce qui concerne l'année 2012, les perspectives économiques de l'Alberta sont semblables à celles de cette année, puisque les dépenses en énergie et la hausse de la production de pétrole non conventionnel soutiendront encore la croissance. Selon nous, celle-ci devrait s'établir à 3,8 %.

### Production de pétrole brut en Alberta



Sources : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

### Investissement dans l'extraction du pétrole et du gaz – Alberta



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Alberta - prévisions en bref

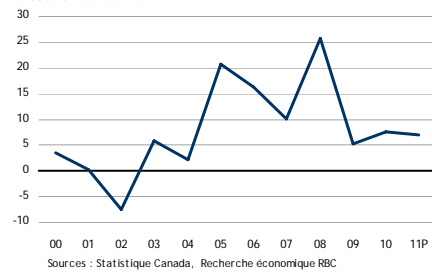
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-4,5	3,3	4,3	3,8
Emploi	-1,4	-0,4	2,3	2,5
Taux de chômage (%)	6,6	6,5	5,8	5,5
Ventes au détail	-8,3	5,7	5,7	5,8
Mises en chantier (unités)	20 298	27 088	28 100	33 300
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,6	2,0

Robert Hogue  
Économiste principal

### Dépenses en immobilisations secteur non résidentiel — Saskatchewan

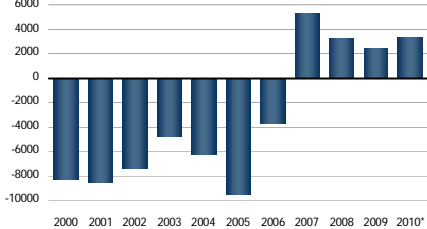
Variation annuelle en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Migration inter provinciale nette — Saskatchewan

Personnes

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC  
\*Estimation.

### Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,9	4,5	4,9	4,3
Emploi	1,3	0,9	1,9	2,5
Taux de chômage (%)	4,8	5,2	5,0	4,6
Ventes au détail	-0,5	2,7	5,2	4,7
Mises en chantier (unités)	3 866	5 907	5 100	5 300
Indice des prix à la consommation	1,1	1,3	2,8	2,8

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## Les dépenses en immobilisations vont soutenir la croissance

La solidité des perspectives d'investissements et de la production de minerais est de bon augure pour la Saskatchewan, qui devrait afficher la plus forte croissance parmi les provinces canadiennes en 2011. Le rapport IPP publié récemment par Statistique Canada indique une hausse de 7,0 % des dépenses prévues cette année pour la construction non domiciliaire, la machinerie et l'équipement. Il s'agit d'un recul par rapport à l'augmentation de 7,7 % des dépenses réalisées en 2010, mais nous pensons que de meilleurs résultats sont possibles. En effet, durant les périodes de reprise, les entreprises qui participent aux études sous-estiment souvent leurs dépenses réelles. Cela fut le cas l'an dernier, puisqu'à l'origine, les intentions traduisaient une croissance plus faible de 5,9 %. À cause de cette tendance, les résultats définitifs pourraient être plus élevés en 2011 et la hausse pourrait très bien être supérieure à 10 %, comme entre 2005 et 2008. D'après les plans actuels, les deux tiers de l'augmentation des investissements sont attribuables au secteur des services publics, qui affiche un bond de 62,0 %. Le tiers restant provient du secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz naturel, mais exclusivement de la hausse des opérations pétrolières et gazières, segment où les dépenses vont grimper de 12,8 %. Il est surprenant de constater que l'activité minière non liée à l'énergie, notamment l'extraction de potasse, reculera de 7,6 % après avoir enregistré une hausse de 49,1 % en 2010. Étant donné que la demande de potasse et le prix de cette ressource se sont raffermis récemment, nous pensons qu'en réalité, les dépenses de ce secteur seront en hausse en 2011.

### Envolée de la production de potasse

L'augmentation de la demande mondiale de potasse apparaît clairement dans la production de cette marchandise, qui affiche une hausse de 130 % à l'échelle nationale en 2010 (jusqu'à la fin du mois de novembre). Ce bond a largement compensé le déclin de près de 60 % enregistré en 2009, un des éléments qui avaient entraîné la baisse du PIB global de 3,9 % la même année. Le revirement de l'an dernier nous amène à prévoir un redressement de la croissance de 4,5 % en 2010.

### Les conditions de végétation seront-elles meilleures cette année ?

Le redressement anticipé pour 2010 a été modéré par la chute de la production agricole, estimée à 17 %. Ce revers est en grande partie attribuable à l'humidité très élevée durant la majeure partie de la période de végétation. Nous supposons qu'un retour à la normale des conditions météorologiques permettra à l'activité agricole de croître de 8 % en 2011. Cependant, nous faisons preuve d'une grande prudence à l'égard de la hausse prévue de la production, car le niveau de l'humidité demeure très élevé dans la plupart des régions agricoles de la province.

### La Saskatchewan en tête des provinces pour la croissance

Le redressement attendu de la production agricole permettra à la croissance économique d'atteindre 4,9 % en 2011. Toutefois, le principal facteur de croissance sera la solidité des dépenses en immobilisations. Selon nous, la vague des dépenses en immobilisations de la Saskatchewan se poursuivra jusqu'en 2012, compte tenu de nos estimations d'une demande mondiale robuste et stable pour la plupart des ressources naturelles. À son tour, cette demande devrait maintenir la croissance du PIB réel au taux impressionnant de 4,3 % en 2012, et la Saskatchewan devrait conserver la première place au classement des provinces.

### Des données démographiques fondamentales encourageantes

L'optimisme à l'égard de la croissance de la province durant la période des prévisions est également justifié par une saine croissance de la population au cours des dernières années. Depuis 2007, la Saskatchewan affiche un flux migratoire net positif en provenance des autres provinces, après avoir connu un solde migratoire négatif de 1984 à 2007.

## Accélération de l'économie

Les récentes données concernant le Manitoba indiquent que son économie s'est raffermie vers la fin de 2010. Ce regain de dynamisme se traduit par une hausse de 2,5 % de l'emploi au quatrième trimestre, comparativement à 2,0 % au second et au troisième trimestres. Cette amélioration apparaît encore plus clairement dans le secteur manufacturier, où l'activité devrait afficher une augmentation d'environ 7 % au dernier trimestre de 2010, après un gain de 1 % au troisième trimestre et un recul pendant le premier semestre. La reprise dans ce secteur est en grande partie attribuable aux équipements de transport et aux composants entrant dans la fabrication des produits métalliques, qui ont tiré parti du regain d'activité aux États-Unis et de la hausse des dépenses en immobilisations dans l'Ouest du Canada. Bien que l'activité manufacturière semble globalement stationnaire en 2010, il s'agit d'une amélioration notable comparativement au recul de 9 % enregistré en 2009. Nous pensons que cette tendance à l'amélioration se maintiendra en 2011, grâce à la reprise économique qui se poursuit aux États-Unis et dans l'Ouest du Canada.

## Hausse des dépenses en immobilisations en 2011

L'optimisme à l'égard de la croissance du PIB global du Manitoba en 2011 a été tempéré par le rapport IPP publié récemment par Statistique Canada. Celui-ci indique que les investissements des entreprises seront stables cette année, après avoir connu une hausse plus forte que prévu de 11,2 % en 2010. Cependant, nous pensons que les perspectives actuelles pourraient être en deçà de la réalité, car cette étude peut sous-estimer les investissements réels effectués en période de reprise, comme le montre celle réalisée l'année dernière qui, à l'origine, signalait un fléchissement de 1,5 % des dépenses en immobilisations pour 2010. La stagnation apparente en 2011 reflète le niveau inchangé des dépenses dans les trois grands secteurs qui ont soutenu la hausse de 2010, c'est-à-dire les services publics, l'exploitation minière et le gouvernement provincial. Bien que le resserrement de la politique budgétaire puisse limiter les dépenses publiques, nous pensons que la forte demande de ressources naturelles stimulera les investissements dans le secteur minier en 2011.

## Redressement probable de l'agriculture

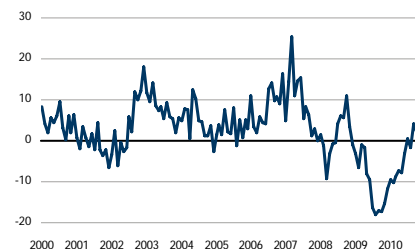
Cette année, les perspectives de croissance du Manitoba sont accrues par le redressement prévu de l'agriculture, dont la production a chuté l'an dernier à cause de conditions de végétation médiocres. Cependant, nous avons revu à la baisse nos estimations pour ce secteur, car le niveau de l'humidité demeure préoccupant dans la plupart des régions productrices et il devra baisser afin que le volume des récoltes redevienne normal. Tout bien considéré, la progression du secteur manufacturier, des investissements des entreprises et de la production agricole devrait entraîner une hausse de 3,5 % du PIB réel de la province en 2011, comparativement à une hausse estimée à 2,2 % pour 2010. La croissance devrait se poursuivre en 2012, à un taux de 3,2 %, grâce à la reprise économique continue des États-Unis et du Canada, qui engendrera des gains supplémentaires dans le secteur manufacturier et le secteur de la construction de la province.

## Le solde migratoire élevé est un atout

L'économie manitobaine profitera du soutien additionnel, à la fois à court terme et à long terme, apporté par les gains nets de l'immigration internationale, en partie grâce au succès du Programme des candidats du Manitoba. La vague d'immigration internationale que le Manitoba connaît depuis quelques années a favorisé l'accroissement de la population, qui a atteint 1,3 % en 2010, comparativement à 1,2 % pour la moyenne nationale. Depuis 1952, l'accroissement de la population a dépassé la moyenne nationale pendant une seule période, soit de 1983 à 1985.

### Secteur de la fabrication au Manitoba

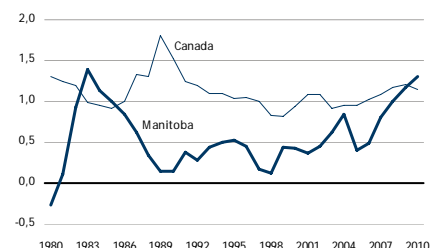
Variation annuelle en %, corrigé des variations saisonnières



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Croissance de la population au Manitoba

Variation annuelle en %



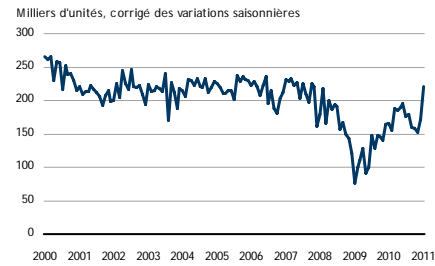
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Manitoba - prévisions en bref

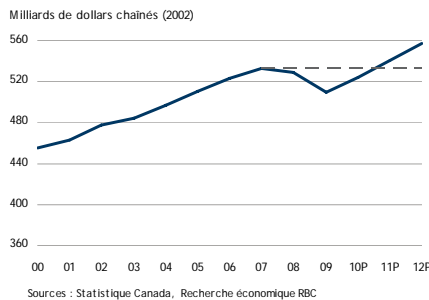
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	0,0	2,2	3,5	3,2
Emploi	0,0	1,9	1,9	1,7
Taux de chômage (%)	5,2	5,4	4,9	4,8
Ventes au détail	-0,4	5,5	4,9	5,2
Mises en chantier (unités)	4 174	5 888	5 400	5 400
Indice des prix à la consommation	0,6	0,8	2,2	2,2

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

**Fabrication de véhicules automobiles en Canada\***

\*La presque totalité de la production d'automobiles s'effectue en Ontario

**PIB réel de l'Ontario****Ontario - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,6	2,8	3,1	3,1
Emploi	-2,5	1,7	2,1	2,1
Taux de chômage (%)	9,0	8,7	8,0	7,5
Ventes au détail	-2,5	5,0	4,2	4,3
Mises en chantier (unités)	50 370	60 433	53 700	53 500
Indice des prix à la consommation	0,4	2,4	3,0	2,1

**Robert Hogue**  
Économiste principal

**Le début d'une période d'expansion**

Heureusement, le ralentissement de l'économie ontarienne qui s'est manifesté au milieu de 2010 n'était qu'une pause de courte durée sur le chemin de la reprise complète. De nombreuses données indiquent que, depuis lors, le rythme de l'activité économique s'est accéléré et, comme la conjoncture devrait s'améliorer tant au Canada qu'aux États-Unis, nous prévoyons une légère augmentation de la croissance globale cette année. Selon nos estimations, le PIB réel de l'Ontario devrait connaître une hausse modérée de 3,1 % en 2011, comparativement à 2,8 % en 2010. Il s'agirait de son meilleur résultat depuis 2002. Mieux encore, les pertes subies pendant la crise de 2008–2009 seront entièrement effacées durant l'année 2011 ; l'économie de l'Ontario pourra ainsi entrer dans la phase d'expansion du cycle économique.

**L'économie ontarienne a repris de la vigueur**

Pour l'instant, aucune donnée officielle permettant de confirmer le redressement du PIB réel vers la fin 2010 n'est disponible, mais plusieurs autres indicateurs économiques donnent à penser que l'économie de la province a récemment repris de la vigueur. En effet, après avoir éprouvé des difficultés entre la fin de l'été et le début de l'automne, le marché du travail de la province a affiché des gains impressionnants. De plus, l'année s'est bien terminée au chapitre des dépenses de consommation, puisque les ventes au détail ont enregistré au quatrième trimestre leur taux de croissance le plus élevé depuis des années et les reventes de maisons ont connu un net redressement par rapport au creux de l'été. Le bond des activités de rénovation a soutenu la croissance importante des investissements résidentiels au quatrième trimestre, tandis que les investissements non résidentiels ont encore enregistré le deuxième taux de croissance le plus élevé depuis le début de 2006. Récemment, les exportations de marchandises ont encore gagné du terrain, malgré les gains modestes des ventes du secteur manufacturier ; cependant, l'envolée de la production de véhicules automobiles en janvier présage une forte progression pour le début de 2011. Par conséquent, la majorité des indicateurs économiques laissent croire que l'année 2011 a commencé sur un bon élan.

**La reprise de l'économie américaine est de bon augure pour l'Ontario**

L'économie intérieure ontarienne se comporte généralement bien depuis le début de la reprise. En fait, au début de l'année dernière, la demande intérieure finale a dépassé le sommet atteint avant la récession et a poursuivi sa progression depuis lors. La prochaine étape de la reprise dépendra de plus en plus de la demande des États-Unis, le plus grand marché extérieur de l'Ontario. De ce côté, nous pensons que les perspectives sont plutôt bonnes, car nous prévoyons une plus forte croissance de l'économie américaine en 2011 (3,4 %) qu'en 2010 (2,8 %). Nos prévisions d'une augmentation continue des achats de véhicules automobiles aux États-Unis sont de première importance pour la province. Cette année, ces achats devraient s'accroître de 15 % pour atteindre 13,2 millions d'unités.

**Stabilisation des dépenses en immobilisations**

La croissance de la province en 2011 sera atténuée par la stabilisation des dépenses en immobilisations, alors que celles-ci l'ont grandement soutenue en 2010. Plusieurs projets publics d'infrastructures dans les secteurs de la santé et de l'éducation touchent à leur fin, mais de fortes hausses dans les investissements liés au transport (y compris aux transports en commun) éviteront que les dépenses publiques n'affichent un recul cette année. De leur côté, les investissements privés vont grimper dans le secteur minier, mais ils seront relativement stables dans les autres secteurs.

**Début de l'expansion**

Étant donné que le commerce extérieur de l'Ontario devrait passer à la vitesse supérieure, nous pensons que, globalement, l'économie provinciale va terminer sa phase de reprise après la récession et entrer en période d'expansion cette année. Cette expansion se poursuivra jusqu'en 2012, année pour laquelle un taux de croissance de 3,1 % est prévu.

## Croissance malgré un portrait mitigé

Dans l'ensemble, nous croyons que l'économie québécoise progressera cette année à un rythme légèrement inférieur à celui de l'an dernier, qui était le plus élevé depuis 2004. Notre prévision de croissance du PIB réel de 2,6 % en 2011 est étayée par la plupart des facteurs — y compris le redressement du marché de l'emploi, la hausse des dépenses en immobilisations et l'accroissement de la demande d'exportations de la province — qui ont motivé notre estimation de 2,9 % pour 2010. Cependant, un élément clé manque à l'appel cette année : les investissements résidentiels. Nous prévoyons qu'ils fléchiront après avoir affiché une très forte croissance depuis le milieu de 2009.

### L'élan a déjà ralenti

La diminution du dynamisme de l'économie provinciale est manifeste depuis le début de l'an dernier, alors que des secteurs comme l'habitation, la fabrication, ainsi que le commerce de détail et de gros ont connu des périodes de faiblesse. Selon des données de l'*Institut de la statistique du Québec*, le PIB réel de la province a même diminué légèrement au troisième trimestre. Alors que la plupart des indicateurs laissent entendre que la croissance a repris au quatrième trimestre (les estimations trimestrielles du PIB réel ne sont pas encore disponibles pour cette période), l'économie a tout de même connu des ratés au cours des derniers mois de 2010. Les industries productrices de services — menées par le commerce de gros et l'éducation — ont terminé l'année sur une excellente note, tandis que la plupart des industries productrices de biens ont affiché des replis. Nous croyons que ce rendement inégal — industries en expansion dépassant légèrement les industries qui perdent du terrain — caractérisera l'année 2011.

### Vigueur soutenue du marché du travail

Néanmoins, l'activité économique sera suffisamment robuste pour favoriser la croissance continue du marché du travail. Nous prévoyons que l'emploi augmentera de 1,9 % en 2011 dans la province, par rapport à une hausse de 1,7 % en 2010. Ainsi, le taux de chômage reculera pour une deuxième année consécutive, passant de 8,0 % en 2010 à 7,8 % en 2011. La progression constante de l'emploi dans la province (notre prévision relative à la croissance de l'emploi se traduirait par la création nette de près de 70 000 postes cette année) aura des effets largement favorables sur l'économie, notamment sur les industries tributaires des dépenses de consommation et sur divers paliers de gouvernement.

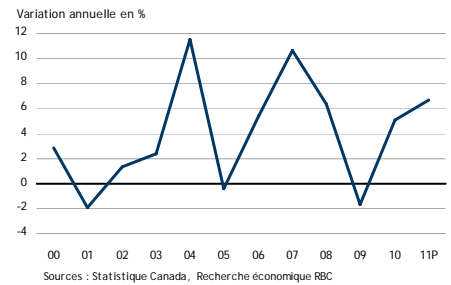
### Les dépenses en immobilisations poursuivent leur envolée

Important moteur de croissance, les dépenses en immobilisations ont permis une remontée considérable l'an dernier. En 2011, un segment de ces dépenses — les investissements non résidentiels — continuera de stimuler l'activité économique. Publiée le mois dernier, une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé montre que les entreprises et les gouvernements prévoient hausser de 6,6 % leurs dépenses dans le secteur de la construction non résidentielle et celui du matériel et de l'outillage dans la province cette année, comparativement à 5,0 % en 2010. Le secteur commercial (y compris les sociétés d'État) entraînera des investissements considérables dans les secteurs des mines, des services publics et des métaux de base. Contrairement à ce qui se passe dans de nombreuses autres provinces, le secteur public québécois haussera ses dépenses en immobilisations de 6,6 %, en raison notamment de solides augmentations dans des secteurs comme l'éducation, la santé et le transport (transport en commun). Nous tablons par contre sur une légère diminution des investissements résidentiels qui se reflète dans notre prévision du nombre de mises en chantier, qui devrait s'établir à 46 200 unités en 2011 par rapport à 51 363 unités en 2010.

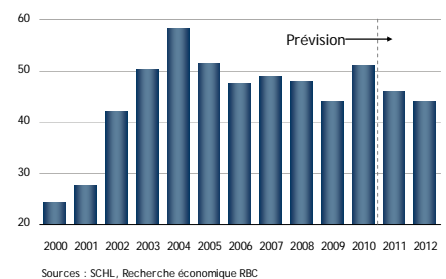
### Poursuite de la croissance modérée en 2012

En 2012, nous entrevoyons peu de changements au niveau de la croissance, qui augmentera légèrement à 2,7 %.

Dépenses en immobilisations secteur non résidentiel — Québec



Mises en chantier au Québec



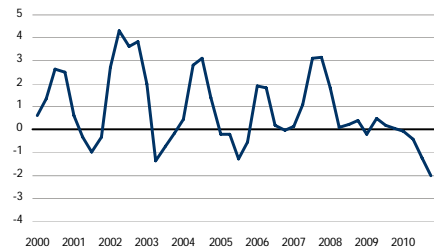
### Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2009	2010	2011	2012
	PIB réel	-0,3	2,9	2,6
Emploi	-0,8	1,7	1,9	1,8
Taux de chômage (%)	8,5	8,0	7,8	7,6
Ventes au détail	-1,1	5,6	3,9	3,8
Mises en chantier (unités)	43 403	51 363	46 200	44 300
Indice des prix à la consommation	0,6	1,3	2,2	2,2

Robert Hogue  
Économiste principal

**Marché de l'emploi au Nouveau-Brunswick**

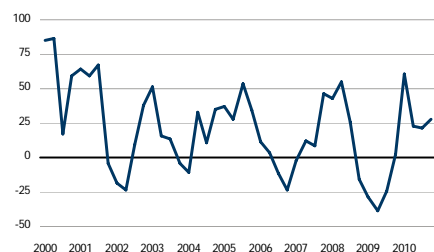
Variation annuelle en %, sur une base trimestrielle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Exportations nominales d'énergie du N.-B.**

Variation annuelle en %, sur une base trimestrielle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Nouveau-Brunswick - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,3	2,3	1,9	2,3
Emploi	0,1	-1,0	0,4	1,3
Taux de chômage (%)	8,8	9,3	8,9	8,4
Ventes au détail	0,7	4,1	3,2	3,8
Mises en chantier (unités)	3 521	4 101	3 300	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,1	2,1	2,3

Kirsten Cornelson  
Économiste**Une performance à deux niveaux**

L'expansion rapide du secteur des marchandises contrastera avec la faiblesse de l'économie intérieure du Nouveau-Brunswick cette année. Nous croyons que cette performance à deux niveaux modérera la croissance du PIB réel de la province, la ramenant à 1,9 % en 2011 par rapport à une estimation de 2,3 % pour 2010. Nous misons de plus sur la poursuite de cette légère expansion axée sur les marchandises l'an prochain, ce qui poussera de nouveau le taux de croissance à la hausse, à 2,3 % en 2012.

**Commençons par la bonne nouvelle**

La forte demande et le raffermissement des prix des marchandises ont contribué à la grande vigueur des secteurs de la fabrication et des ressources naturelles du Nouveau-Brunswick en 2010. Les exportations nominales d'énergie ont progressé de 32 % au cours de l'année, principalement grâce à la première année complète d'activités au terminal de gaz naturel liquéfié Canaport. Les exportations de produits forestiers et industriels ont toutes deux bondi de plus de 20 %, tandis que les exportations de produits agricoles ont augmenté de 5,4 %. Le nouvel élan de ces secteurs a stimulé l'activité manufacturière, alors que les expéditions d'aliments et de bois ont affiché une hausse considérable en 2010. Une reprise soutenue à l'échelle mondiale devrait garantir la solidité du secteur des marchandises de la province pour les deux années à venir, bien qu'il soit improbable que le rythme d'expansion actuel se maintienne.

**L'économie intérieure est en proie à des difficultés**

Alors que les exportations du Nouveau-Brunswick ont monté en flèche en 2010, l'économie intérieure affiche, quant à elle, un bilan bien moins reluisant. L'emploi a reculé durant l'année (perte de 3 400 postes), et ce, malgré une croissance dans la construction et le commerce. La rémunération hebdomadaire moyenne a progressé à un faible taux de 1,6 %, mais les baisses d'impôt sur le revenu des particuliers ont dégagé davantage de liquidités pour les consommateurs. Il y avait par contre de bonnes données dans ce lot de mauvaises nouvelles pour l'économie intérieure. Le secteur de la construction a bénéficié d'une vigueur certaine, car les mises en chantier ont augmenté de 30 %. Les investissements non résidentiels ont aussi progressé en 2010, mais cette croissance était entièrement attribuable aux mesures de relance gouvernementales, les investissements privés ayant reculé de 10,4 %. Nous prévoyons une baisse des investissements non résidentiels cette année, car on assistera, en 2011, au début de la réduction progressive des mesures de relance et à l'achèvement de plusieurs projets du secteur privé. La plus récente enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé laisse entendre que les investissements diminueront de 4 % dans la province en 2011.

**Réduction du déficit**

Après avoir relevé ses prévisions de déficit pour 2010-2011 à 820 millions de dollars lors de sa dernière mise à jour budgétaire, le gouvernement provincial a récemment annoncé des mesures visant à économiser 42,9 millions de dollars durant l'année financière en cours, grâce à une baisse de 1 % des dépenses. Cependant, bon nombre des réductions prévues semblent n'être, en fait, que des reports de dépenses à l'année financière suivante. Nous nous attendons à ce que le prochain budget provincial présente les dépenses de manière plus claire, afin de dissiper les craintes de déficits structurels hors de contrôle qui ont émergé l'an dernier lorsque Standard & Poor's a révisé à la baisse les perspectives de la cote de crédit du Nouveau-Brunswick.

**La croissance s'accélénera en 2012**

À plus long terme, nous prévoyons que l'apport accru du secteur des marchandises, notamment grâce à l'ouverture de la mine de potasse à Sussex, entraînera la création de nouvelles sources de croissance pour l'économie provinciale en 2012. Nous croyons que ces événements seront essentiels à l'accélération de la croissance du PIB réel, qui affichera un rythme un peu plus soutenu de 2,3 % en 2012.



## Du surplus

La faiblesse des exportations d'énergie et la stagnation du marché du travail continueront de freiner la performance économique de la Nouvelle-Écosse cette année. Nous n'anticipons qu'une croissance de 1,5 % du PIB réel en 2011, en légère baisse par rapport à une estimation de 1,8 % en 2010. Cependant, l'économie semble un peu plus solide à moyen terme, en raison d'une hausse prévue de la production d'énergie et de l'activité au titre des nouvelles constructions, qui, selon nous, feront passer le taux de croissance économique de la province à 2,0 % en 2012.

### Problèmes dans le secteur de l'énergie

Le secteur de l'énergie en Nouvelle-Écosse a éprouvé des difficultés au cours des deux dernières années, car l'arrivée à maturité de la plus grande réserve extracôtière de gaz naturel de la province a entraîné des baisses marquées de la production. L'effet conjugué de cette situation et de la faiblesse des prix du gaz naturel a fait chuter la valeur des exportations d'énergie de près de 38 % en 2010. Nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive jusqu'au démarrage de la production au gisement de gaz naturel Deep Panuke, prévu pour la fin de 2011. D'autres catégories d'exportation ont mieux tiré leur épingle du jeu en 2010, notamment le secteur du matériel et de l'outillage, ainsi que celui des produits forestiers, qui ont tous deux bondi de plus de 20 %. La croissance soutenue aux États-Unis devrait contribuer à maintenir la hausse des exportations dans un proche avenir.

### Le secteur de la construction affiche une belle vigueur, qui cédera sa place à la modération

L'activité de construction a été solide en Nouvelle-Écosse en 2010. Les mises en chantier se sont accrues de 28 %, tandis que les investissements non résidentiels ont crû de 4,4 %. Toutefois, l'augmentation prévue des coûts d'emprunt et la croissance économique limitée de la province freineront probablement la construction résidentielle cette année et l'an prochain. Nous tablons aussi sur un ralentissement de la construction non résidentielle en 2011, alors qu'une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé, publiée récemment, montre une légère baisse des investissements prévus dans la province par rapport aux niveaux de 2010. Nous croyons cependant que l'activité de construction reprendra à compter de 2012, grâce à la mise en œuvre de plusieurs nouveaux projets.

### Les mesures d'austérité du gouvernement se font sentir

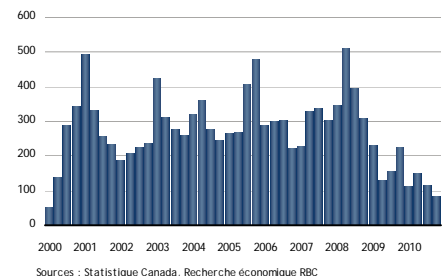
La dernière mise à jour budgétaire indiquait que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse dégagera un léger surplus à la fin de l'année financière 2010–11, ce qui constitue une amélioration considérable par rapport au déficit de 222 millions de dollars prévu dans le budget. Toutefois, le gouvernement a joué de prudence en affirmant que les difficultés budgétaires de la province étaient loin d'être réglées. De grands problèmes structurels et la croissance du ratio dette/PIB ont incité le gouvernement à annoncer plusieurs mesures d'austérité dans le budget 2010–11. Les dépenses seront réduites de 0,4 % au cours de chacune des quatre prochaines années et de nouvelles mesures fiscales ont été instaurées. L'engagement visant à réduire de 10 % la taille de la fonction publique d'ici 2013–14 a déjà commencé à porter ses fruits, car le nombre d'employés de l'administration publique a diminué de 4,2 % en 2010. Les répercussions globales des compressions gouvernementales ont été plutôt modérées en 2010 en raison du maintien des investissements de relance ; toutefois, leurs effets devraient se faire sentir davantage en 2011 à cause du retrait de ces mesures.

### Une année difficile s'annonce, mais la situation s'améliorera par la suite

La Nouvelle-Écosse fera face à une année plutôt difficile en 2011. Alors que la hausse des exportations continuera de soutenir les secteurs de la fabrication et de la foresterie, la faiblesse de l'activité de construction et la réduction des dépenses gouvernementales contiendront la croissance globale de la production. L'avenir semble toutefois plus rose. Le début de la production au nouveau gisement de gaz naturel Deep Panuke, la croissance continue à l'échelle mondiale et le raffermissement de l'activité de construction permettront à la province de se trouver en meilleure position en 2012, avec un taux de croissance prévu de 2,0 %.

### Exportations nominales d'énergie – N.-É.

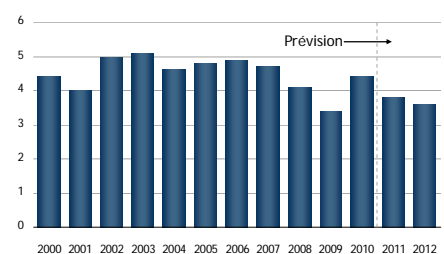
Millions de dollars, sur une base trimestrielle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Mises en chantier en Nouvelle-Écosse

Milliers d'unités



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

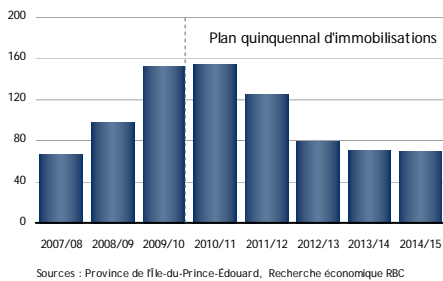
### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	1,8	1,5	2,0
Emploi	-0,1	0,2	1,1	1,3
Taux de chômage (%)	9,2	9,3	9,3	9,0
Ventes au détail	0,1	5,0	3,3	3,9
Mises en chantier (unités)	3 438	4 309	3 800	3 600
Indice des prix à la consommation	-0,1	2,2	2,7	2,3

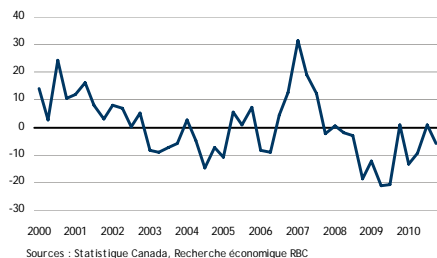
Kirsten Cornelson  
Économiste

Dépenses en immobilisations – gov. de l'Î.-P.-É.  
Millions de dollars



Expéditions du secteur de la fabrication de produits alimentaires de l'Î.-P.-É.

Variation annuelle en %, sur une base trimestrielle



#### Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	2,5	2,2	2,2
Emploi	-1,4	3,0	1,2	1,6
Taux de chômage (%)	12,0	11,1	11,1	10,4
Ventes au détail	-1,3	4,9	3,5	4,3
Mises en chantier (unités)	877	756	800	700
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,8	2,3	2,3

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Tout ira rondement

Les dépenses en immobilisations du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard lui ont permis de maintenir la croissance de l'économie provinciale l'an dernier, alors que les secteurs de la fabrication et du tourisme, qui étaient en difficulté, ont commencé à se remettre sur pied. Nous croyons qu'une croissance modérée pourra être maintenue au cours des deux prochaines années, car la reprise de l'économie américaine s'ancre de plus en plus et que les dépenses en immobilisations du gouvernement devraient rester élevées dans la province. Nous tablons sur une hausse de 2,2 % du PIB réel de l'Île-du-Prince-Édouard en 2011 et en 2012, un peu en deçà du taux de croissance de 2,5 % estimé pour 2010.

## Les investissements publics demeurent élevés

L'effet conjugué des niveaux record de dépenses publiques en immobilisations et de la croissance modérée des investissements privés a fortement soutenu l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard en 2010. Les dépenses en immobilisations ont grimpé de près de 5 % en tout et ont été assumées à parts égales par le privé et le public. Nous prévoyons que le gouvernement maintiendra son haut niveau de dépenses cette année, car il a récemment annoncé l'injection de 22 millions de dollars supplémentaires dans le transport pour 2011, en plus des 137 millions de dollars déjà alloués dans le plan quinquennal de dépenses en immobilisations. Cependant, une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé, publiée récemment, montre que les investissements privés chuteront de près de 3 % en 2011. La baisse est entièrement attribuable à la diminution des plans d'investissement dans l'immobilier résidentiel—les dépenses privées dans l'immobilier non résidentiel croîtront, quant à elles, légèrement. Les mises en chantier ont reculé d'environ 10 % en 2010 et nous prévoyons une léthargie persistante de la construction résidentielle au cours des prochains mois.

## Le tourisme compense la faiblesse du secteur de la fabrication

Le grand ralentissement survenu au début de 2010 a entraîné un repli des livraisons manufacturières, qui ont fléchi de 8,1 % l'an dernier. Le secteur de la fabrication de produits alimentaires continue notamment d'éprouver des difficultés en raison de la faible demande des États-Unis : les exportations de produits agricoles ont baissé de 4,0 % en 2010, après un recul de 6,5 % en 2009. Le secteur devrait profiter d'une certaine reprise en 2011 grâce à l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis et à l'augmentation prévue des prix des fruits de mer et des pommes de terre. Par ailleurs, l'industrie du tourisme a affiché une croissance modérée en 2010 après avoir connu une baisse marquée en 2009. Nous prévoyons que le secteur du tourisme restera en santé à moyen terme, en raison de l'augmentation des revenus des deux côtés de la frontière canado-américaine. Cependant, la vigueur persistante du huard et la récente flambée des prix de l'essence auront un effet modérateur sur sa performance.

## Un apport accru du secteur privé

Malgré les difficultés éprouvées en 2010 par les secteurs agricole et manufacturier, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a crû à un rythme modéré grâce à de solides dépenses en immobilisations du gouvernement, qui ont permis de soutenir l'emploi, les ventes au détail et les salaires. Nous croyons que le secteur privé contribuera plus significativement cette année, en raison de l'amélioration des perspectives sur les marchés des exportations, ce qui permettra de maintenir une croissance lente, mais stable au cours de l'année qui vient.

## Le secteur des ressources tourne à plein régime

La demande mondiale de ressources naturelles en provenance de Terre-Neuve-et-Labrador a fait bondir le secteur des marchandises du « Rocher » au cours des derniers mois, ce qui a eu un effet d'entraînement sur le reste de l'économie provinciale. Nous prévoyons une vigueur soutenue dans tous les secteurs en 2011 et une croissance du PIB réel de 4,5 %. Cependant, la baisse de la production de pétrole freinera la croissance en 2012, la limitant à seulement 1,5 %.

### Boom des ressources naturelles

Après un début d'année passable, le secteur des ressources naturelles de Terre-Neuve-et-Labrador a affiché une croissance rapide au second semestre de 2010. La production de pétrole exploité en mer a légèrement augmenté par rapport à 2009, grâce à la contribution du champ satellite North Amethyst, qui a récemment démarré sa production d'or noir. Toutefois, la véritable vedette a été le secteur des métaux : le ministère des ressources naturelles a observé une hausse de 73 % de la valeur des expéditions de métaux en 2010. La majeure partie de l'augmentation provient du minerai de fer, car les expéditions de ce type de produit ont plus que doublé en raison de la forte demande mondiale. Nous croyons que le début des opérations aux nouveaux gisements de Labrador Iron Mines prévu pour le printemps et le règlement du conflit de travail à Voisey's Bay stimuleront davantage la production de métaux en 2011. Quoi qu'il en soit, l'arrivée à maturité des trois plus grandes réserves de pétrole extracôtières entraînera une nouvelle baisse de la production de combustibles minéraux en 2011 et en 2012, ce qui ralentira le rythme de croissance économique.

### L'investissement prend son envol

Les perspectives favorables pour les marchandises ont provoqué la montée en flèche des investissements privés, qui ont bondi de 33 % en 2010. Par ailleurs, l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé, parue récemment, laisse entendre que les investissements totaux croîtront encore en 2011, de 27 % cette fois (hausse de 57 % dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz.) Cette progression s'explique en partie par l'augmentation des dépenses à l'usine de traitement du nickel à Long Harbour et par la récente approbation du projet de la société Millennium au Labrador, d'une valeur de 300 millions de dollars, visant l'expédition du minerai de fer sans traitement préalable. Vu l'imminence de plusieurs grands projets (dont l'aménagement hydroélectrique du cours inférieur de Churchill, d'une valeur s'élevant à 10 milliards de dollars), nous tablons sur une croissance renouvelée en 2012 et pour les années à venir.

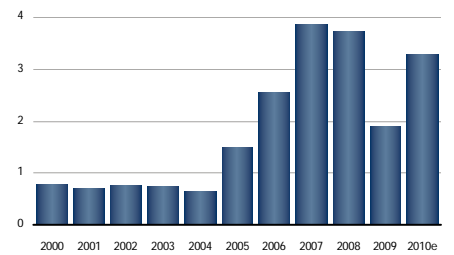
### L'économie intérieure suit la vague

La croissance du secteur des ressources naturelles a eu d'importantes retombées sur le reste de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador. De solides gains dans le commerce et d'autres sous-secteurs des services ont contribué à la hausse de l'emploi en 2010, alors que la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 4,7 %. Nous nous attendons à ce que la croissance de l'emploi et de la rémunération se maintienne au cours des deux prochaines années, quoique à un rythme légèrement plus modéré. Le boom dans le secteur des ressources a aussi contribué à une amélioration des finances publiques : dans sa mise à jour automnale, le gouvernement provincial a annoncé qu'une hausse plus forte que prévu des redevances sur les ressources et des recettes provenant de l'imposition des sociétés que prévu lui permettrait de dégager un surplus en 2010-11.

### Croissance continue à l'horizon

Selon nos estimations, l'essor du secteur des ressources naturelles a permis à Terre-Neuve-et-Labrador d'afficher le taux de croissance le plus élevé au Canada en 2010. Les investissements dans de grands projets et l'accroissement de la production de métaux assureront la vigueur de l'économie en 2011. Même si la baisse de la production de pétrole freinera la croissance économique en 2012, les investissements continus et de solides perspectives pour les marchandises laissent présager un avenir radieux à long terme pour la province.

Expéditions de métal de Terre-Neuve-et-Labrador  
Milliards de dollars



Sources : Ministère des ressources naturelles de T.-N.-L., Recherche économique RBC

Marché de l'emploi à Terre-Neuve-et-Labrador  
Variation annuelle en %, sur une base trimestrielle



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-10,2	5,5	4,5	1,5
Emploi	-3,0	3,4	2,9	2,2
Taux de chômage (%)	15,5	14,4	13,4	12,5
Ventes au détail	1,6	3,7	3,4	3,8
Mises en chantier (unités)	3 057	3 606	3 100	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,4	2,2	2,3

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	09	10	11	12	09	10	11	12	%				Milliers				09	10	11	12	09	10	11	12
T.-N. & L.	-10,2	5,5	4,5	1,5	-3,0	3,4	2,9	2,2	15,5	14,4	13,4	12,5	3,1	3,6	3,1	3,2	1,6	3,7	3,4	3,8	0,3	2,4	2,2	2,3
Î.-P.-É.	-0,1	2,5	2,2	2,2	-1,4	3,0	1,2	1,6	12,0	11,1	11,1	10,4	0,9	0,8	0,8	0,7	-1,3	4,9	3,5	4,3	-0,1	1,8	2,3	2,3
N.-É.	-0,1	1,8	1,5	2,0	-0,1	0,2	1,1	1,3	9,2	9,3	9,3	9,0	3,4	4,3	3,8	3,6	0,1	5,0	3,3	3,9	-0,1	2,2	2,7	2,3
N.-B.	-0,3	2,3	1,9	2,3	0,1	-1,0	0,4	1,3	8,8	9,3	8,9	8,4	3,5	4,1	3,3	3,2	0,7	4,1	3,2	3,8	0,3	2,1	2,1	2,3
QUÉ.	-0,3	2,9	2,6	2,7	-0,8	1,7	1,9	1,8	8,5	8,0	7,8	7,6	43,4	51,4	46,2	44,3	-1,1	5,6	3,9	3,8	0,6	1,3	2,2	2,2
ONT.	-3,6	2,8	3,1	3,1	-2,5	1,7	2,1	2,1	9,0	8,7	8,0	7,5	50,4	60,4	53,7	53,5	-2,5	5,0	4,2	4,3	0,4	2,4	3,0	2,1
MAN.	0,0	2,2	3,5	3,2	0,0	1,9	1,9	1,7	5,2	5,4	4,9	4,8	4,2	5,9	5,4	5,4	-0,4	5,5	4,9	5,2	0,6	0,8	2,2	2,2
SASK.	-3,9	4,5	4,9	4,3	1,3	0,9	1,9	2,5	4,8	5,2	5,0	4,6	3,9	5,9	5,1	5,3	-0,5	2,7	5,2	4,7	1,1	1,3	2,8	2,8
ALB.	-4,5	3,3	4,3	3,8	-1,4	-0,4	2,3	2,5	6,6	6,5	5,8	5,5	20,3	27,1	28,1	33,3	-8,3	5,7	5,7	5,8	-0,1	1,0	1,6	2,0
C.-B.	-1,8	3,4	2,9	3,2	-2,1	1,7	1,5	2,4	7,7	7,6	7,4	6,8	16,1	26,5	27,9	25,3	-4,4	4,8	4,2	4,9	0,0	1,4	2,5	2,0
CANADA	-2,5	3,1	3,2	3,1	-1,6	1,4	1,9	2,2	8,3	8,0	7,6	7,2	149,1	190	177	178	-2,9	5,1	4,4	4,5	0,3	1,8	2,5	2,2

## Tableau comparatif

2009, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2010)	510	142	943	752	7 907	13 211	1 235	1 046	3 721	4 531
Produit intérieur brut (milliards \$)	25,0	4,8	34,3	27,5	303,7	578,2	51,0	56,6	247,2	191,0
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	18,1	4,2	28,9	23,3	267,5	509,4	42,1	39,8	178,2	161,9
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,8	39,6	3,3	3,1	13,9	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2004-09, %)	1,0	1,4	0,9	0,8	1,3	0,5	2,1	1,1	1,7	2,0
PIB réel par habitant (\$ 2002)	35 657	29 512	30 806	31 113	34 168	38 992	34 502	38 683	48 553	36 287
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2004-09, %)	1,4	0,9	0,9	0,8	0,5	-0,6	1,4	0,4	-0,8	0,6
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	25 957	24 054	26 183	26 105	26 031	28 565	26 915	29 426	36 818	28 038
Croissance de l'emploi (TAC, 2005-10, %)	0,6	0,8	0,5	0,5	1,1	0,7	1,3	1,6	2,0	1,5
Taux d'emploi (jan., 2011 %)	53,1	59,7	58,3	57,1	60,5	61,6	65,9	66,1	68,8	59,9
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2011)	14,5	12,5	12,5	10,7	10,0	11,0	7,0	7,6	6,9	10,5
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,9	10,5	8,7	11,0	16,4	14,6	11,4	7,3	7,6	8,3
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	62,0	72,6	74,4	70,4	65,0	63,0	65,9	62,1	55,1	70,9
Exportations (% du PIB réel)	36,8	28,9	22,9	41,2	30,2	36,0	30,9	33,5	33,7	23,9

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	153 489	159 729	164 496	164 869	161 851	167 425	172 280	177 793
	évolution (%)	4,7	4,1	3,0	0,2	-1,8	3,4	2,9	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	2 092	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 290	2 344
	évolution (%)	2,9	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	1,5	2,4
Taux de chômage	(%)	5,8	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,4	6,8
Ventes au détail	en millions de dollars	49 379	53 133	56 930	57 783	55 222	57 878	60 322	63 303
	évolution (%)	4,6	7,6	7,1	1,5	-4,4	4,8	4,2	4,9
Mises en chantier	unités	34 667	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	27 900	25 300
	évolution (%)	5,3	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	5,4	-9,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,7	119,0
	évolution (%)	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,5	2,0

## Alberta

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	170 872	180 852	184 008	186 528	178 225	184 178	192 097	199 397
	évolution (%)	4,5	5,8	1,7	1,4	-4,5	3,3	4,3	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	1 826	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 063	2 116
	évolution (%)	2,7	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	2,3	2,5
Taux de chômage	(%)	4,0	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,8	5,5
Ventes au détail	en millions de dollars	48 486	55 972	61 487	61 614	56 478	59 718	63 137	66 780
	évolution (%)	11,9	15,4	9,9	0,2	-8,3	5,7	5,7	5,8
Mises en chantier	unités	40 847	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	28 100	33 300
	évolution (%)	12,6	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	3,7	18,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	124,6	127,0
	évolution (%)	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	1,6	2,0

## Saskatchewan

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	38 904	38 266	39 626	41 434	39 810	41 617	43 657	45 534
	évolution (%)	3,1	-1,6	3,6	4,6	-3,9	4,5	4,9	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	484	492	504	513	519	524	534	547
	évolution (%)	0,3	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	1,9	2,5
Taux de chômage	(%)	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 795	11 554	13 129	14 673	14 598	14 993	15 776	16 511
	évolution (%)	5,4	7,0	13,6	11,8	-0,5	2,7	5,2	4,7
Mises en chantier	unités	3 437	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	5 100	5 300
	évolution (%)	-9,1	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	-13,7	3,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	125,4
	évolution (%)	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	2,8

## Tableaux

## Manitoba

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	38 860	40 181	41 263	42 057	42 077	43 020	44 525	45 950
	évolution (%)	2,6	3,4	2,7	1,9	0,0	2,2	3,5	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	582	589	599	608	608	620	632	643
	évolution (%)	0,5	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	1,9	1,7
Taux de chômage	(%)	4,7	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	4,9	4,8
Ventes au détail	en millions de dollars	12 372	12 874	14 016	14 980	14 915	15 737	16 510	17 370
	évolution (%)	5,9	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,5	4,9	5,2
Mises en chantier	unités	4 731	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	5 400	5 400
	évolution (%)	6,6	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	-8,3	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	117,6	120,2
	évolution (%)	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,2	2,2

## Ontario

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	510 509	522 998	533 233	528 635	509 421	523 909	540 150	556 895
	évolution (%)	2,8	2,4	2,0	-0,9	-3,6	2,8	3,1	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	6 371	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 749	6 890
	évolution (%)	1,0	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	2,1	2,1
Taux de chômage	(%)	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	8,0	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	135 128	140 591	145 965	151 672	147 920	155 248	161 826	168 734
	évolution (%)	4,8	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,0	4,2	4,3
Mises en chantier	unités	78 795	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	53 700	53 500
	évolution (%)	-7,4	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	-11,1	-0,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	120,0	122,5
	évolution (%)	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,0	2,1

## Québec

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477	275 352	282 511	290 138
	évolution (%)	1,8	1,8	2,1	1,1	-0,3	2,9	2,6	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	3 701	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 988	4 060
	évolution (%)	0,8	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,9	1,8
Taux de chômage	(%)	8,3	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	82 456	86 505	90 406	94 806	93 740	98 979	102 839	106 747
	évolution (%)	5,1	4,9	4,5	4,9	-1,1	5,6	3,9	3,8
Mises en chantier	unités	50 910	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	46 200	44 300
	évolution (%)	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-10,1	-4,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	117,3	119,9
	évolution (%)	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	2,2	2,2

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 638	23 174	23 439	23 392	23 314	23 860	24 313	24 872
	évolution (%)	1,2	2,4	1,1	-0,2	-0,3	2,3	1,9	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	347	350	357	359	360	356	357	362
	évolution (%)	-0,5	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	0,4	1,3
Taux de chômage	(%)	9,6	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	8,9	8,4
Ventes au détail	en millions de dollars	8 344	8 858	9 407	10 018	10 093	10 507	10 840	11 247
	évolution (%)	4,7	6,2	6,2	6,5	0,7	4,1	3,2	3,8
Mises en chantier	unités	3 959	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	3 300	3 200
	évolution (%)	0,3	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-19,5	-3,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	118,3	121,1
	évolution (%)	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	2,1	2,3

## Nouvelle-Écosse

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	28 016	28 174	28 611	28 969	28 931	29 463	29 905	30 503
	évolution (%)	1,1	0,6	1,6	1,3	-0,1	1,8	1,5	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	442	441	448	452	451	452	458	464
	évolution (%)	0,1	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	1,1	1,3
Taux de chômage	(%)	8,4	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	9,3	9,0
Ventes au détail	en millions de dollars	10 527	11 141	11 616	12 089	12 102	12 706	13 126	13 644
	évolution (%)	2,2	5,8	4,3	4,1	0,1	5,0	3,3	3,9
Mises en chantier	unités	4 775	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	3 800	3 600
	évolution (%)	1,2	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	-11,8	-5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	121,4	124,2
	évolution (%)	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	2,7	2,3

## Île-du-Prince-Édouard

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 921	4 077	4 149	4 167	4 164	4 270	4 364	4 460
	évolution (%)	1,1	4,0	1,8	0,4	-0,1	2,5	2,2	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	68	68	69	70	69	71	71	73
	évolution (%)	2,0	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,2	1,6
Taux de chômage	(%)	10,9	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,1	10,4
Ventes au détail	en millions de dollars	1 424	1 509	1 621	1 703	1 681	1 763	1 824	1 903
	évolution (%)	2,7	6,0	7,4	5,1	-1,3	4,9	3,5	4,3
Mises en chantier	unités	862	738	750	712	877	756	800	700
	évolution (%)	-6,2	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	5,8	-12,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	122,2	125,1
	évolution (%)	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,3	2,3

## Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 593	18 129	19 791	20 186	18 119	19 123	19 983	20 283
	évolution (%)	2,2	3,0	9,2	2,0	-10,2	5,5	4,5	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	213	215	216	219	212	219	226	231
	évolution (%)	-0,3	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,9	2,2
Taux de chômage	(%)	15,1	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	13,4	12,5
Ventes au détail	en millions de dollars	5 824	6 012	6 528	7 009	7 120	7 382	7 630	7 922
	évolution (%)	1,1	3,2	8,6	7,4	1,6	3,7	3,4	3,8
Mises en chantier	unités	2 498	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 100	3 200
	évolution (%)	-13,0	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-14,0	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	120,0	122,7
	évolution (%)	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	2,2	2,3

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.